

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Mexique/Visite de M.
Jean-Yves Le Drian - Union
européenne/Consultations
citoyennes/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Saumur -
Nations unies/Journée
internationale des Nations unies -
Disparition de Jamal Khashoggi -
Afghanistan**
(Paris, 24 octobre 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Mexique - Visite de M. Jean-Yves Le Drian (25 au 28 octobre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera une visite au Mexique du 25 au 28 octobre prochains.

Le ministre s'entretiendra avec le président du Mexique, M. Enrique Pena Nieto, et avec le ministre des relations extérieures, M. Luis Videgaray.

Le ministre s'entretiendra également avec le président élu du Mexique, M. Andrés Manuel Lopez Obrador, qui prendra ses fonctions à partir du 1er décembre 2018, ainsi qu'avec le futur ministre des relations extérieures, M. Marcelo Ebrard, et la future ministre de l'intérieur, Mme Olga Sanchez Cordero.

Le ministre marquera auprès de ses interlocuteurs la volonté de la France de renforcer avec le Mexique, pays membre du G20 et de l'OCDE, nos échanges dans les enceintes multilatérales, pour promouvoir et défendre un multilatéralisme fort et efficace, ainsi que les valeurs que nous partageons : la promotion du droit et de la coopération internationale en faveur du règlement pacifique des différends, le climat et l'environnement, la lutte contre les inégalités, la lutte contre la corruption.

Le ministre rappellera également notre souhait que l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'UE et le Mexique puisse être finalisé rapidement.

M. Le Drian affirmera notre volonté d'approfondir nos échanges bilatéraux avec le Mexique, pays auquel nous lient des relations de profonde amitié et de confiance. Ces entretiens permettront d'évoquer le développement de nos coopérations, notamment en matière d'enseignement supérieur et de recherche, de formation professionnelle, de soutien aux échanges d'étudiants et d'échanges culturels, ainsi que les programmes mis en oeuvre avec les opérateurs français, notamment l'Agence française de développement.

Le ministre rencontrera des représentants des communautés d'affaires mexicaine et française, afin d'évoquer les perspectives de développement des échanges économiques et des investissements entre la France et le Mexique, dans le cadre de l'accord de partenariat économique entre l'UE et le Mexique et dans le cadre de l'accord commercial qui vient d'être conclu entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Les entreprises françaises jouent un grand rôle dans le développement de ces échanges, avec plus de 550 filiales d'entreprises françaises établies au Mexique.

2 - Union européenne - Consultations citoyennes - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Saumur (25 octobre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rendra le jeudi 25 octobre 2018 à Saumur, à l'invitation de Mme Laetitia Saint-Paul, députée de la quatrième circonscription de Maine-et-Loire. Elle y participera à une consultation citoyenne sur l'Europe portant sur la thématique du tourisme.

"Et si tout le monde visitait l'Europe ?" est la question dont débattront la ministre et les acteurs du tourisme local, qui ont travaillé en amont de la consultation à identifier des priorités qui devraient être celles de l'action européenne dans le secteur du tourisme. La présidente de la société publique locale Tourisme Saumur - Val de Loire, Mme Sophie Saramito, participera à la discussion.

À l'initiative du président de la République, les consultations citoyennes sur l'Europe se tiennent dans 27 Etats-membres de l'Union européenne. Au 31 octobre prochain, date de clôture de cet exercice démocratique, plus de 1.000 consultations auront été organisées sur l'ensemble du territoire français, permettant à plus de 50.000 de nos concitoyens d'exprimer leurs critiques, leurs craintes et leurs propositions pour l'Union européenne de demain.

En parallèle, une consultation en ligne a également rassemblé plus de 50.000 personnes en Europe. La plateforme des consultations citoyennes est accessible ici : https://www.quelleestvotreeurope.fr/je-participe.html

3 - Nations unies - Journée internationale des Nations unies (24 octobre 2018)

Nous célébrons aujourd'hui la journée internationale des Nations unies qui marque le 73e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte en 1945.

À cette occasion, nous rappelons notre attachement à l'ONU, seule organisation universelle, qui constitue un lieu unique pour traiter collectivement, par le dialogue et l'échange, les défis communs qui ne peuvent être réglés qu'à l'échelle internationale. Nous souhaitons que les Nations unies jouent tout leur rôle dans l'affirmation du multilatéralisme fort et efficace que promeut le président de la République. C'est à ce titre que la France soutient les réformes ambitieuses engagées par le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres.

La France agit quotidiennement aux Nations unies dans des domaines d'action prioritaires :

- membre permanent du Conseil de sécurité, la France exerce des responsabilités particulières en faveur de la paix et de la sécurité internationale. Elle est le deuxième contributeur de troupes aux opérations de maintien de la paix parmi les cinq membres permanents avec plus de 700 personnels engagés et en est le cinquième contributeur financier. Elle participe à la définition de mandats exigeants et innovants visant à assurer la pleine efficacité de ces opérations notamment au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo ou au Liban. La France est favorable à une réforme du Conseil de sécurité pour rendre ce dernier plus représentatif et encadrer l'usage du veto lorsque des crimes de masse sont commis.

- développement et coopération internationale : la France accorde une priorité à la santé et à l'éducation. Elle s'engage en faveur de la scolarisation des jeunes filles et souhaite favoriser un égal accès à l'éducation, à la nutrition, à la justice et à la santé. La France a porté les enjeux de l'éducation des filles le 25 septembre dernier en marge de l'Assemblée générale lors d'un événement de haut niveau, co-organisé avec le Royaume-Uni et le Canada.

- droits de l'Homme et valeurs : alors que nous célébrons le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, signée à Paris le 10 décembre 1948, la France réitère son attachement à l'universalité des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre du Conseil des droits de l'Homme, auquel elle est candidate pour la période 2021-2023. La France défend le respect du droit international humanitaire et une protection accrue des personnels humanitaires. Elle est mobilisée en faveur de la protection des journalistes : c'est à notre initiative qu'une journée internationale pour la lutte contre l'impunité des crimes contre les journalistes, chaque 2 novembre, a été instituée.

La France conduit son action au sein des Nations unies en concertation avec ses partenaires européens et tous ceux qui partagent nos priorités en faveur du multilatéralisme.

4 - Disparition de Jamal Khashoggi

Q - Est-ce que la France est prête à suivre les Etats-Unis en révoquant des visas d'entrée sur le territoire français de ressortissants saoudiens impliqués dans la disparition de Jamal Khashoggi ?

R - Je vous renvoie aux précédentes déclarations des autorités françaises sur cette affaire.

5 - Afghanistan

Q - Un interprète de l'armée française, Qader Dawoudzai, a été tué dans un attentat à Kaboul le 20 octobre. Il avait candidaté deux fois pour avoir un titre de séjour en France mais avait essuyé un refus. La France a-t-elle joué son rôle de protection à son égard ? Quels sont les critères de refus ou d'acceptation d'un dossier ?

R - Les circonstances de ce décès et la situation de la personne décédée doivent encore être précisées.

La France a mis en place en 2015 une Commission interministérielle pour les personnes ayant travaillé avec nos forces entre 2002 et 2014 et qui a reçu en entretien chacun des demandeurs, afin de vérifier les faits et d'apprécier la légitimité des demandes. Ceux-ci ont ensuite été invités à déposer des demandes de visa. À ce jour, plus de 100 anciens PCRL accompagnés de leurs familles ont été accueillis en France où ils ont été pris en charge.

Certaines demandes de visa ont été refusées car elles ne correspondaient pas aux cas de délivrance prévus par le droit applicable. Une procédure de réexamen des demandes de visa, refusées en 2015, est également en cours en tenant compte des nouveaux éléments transmis par les demandeurs./.